

À vrai dire

« Les charges et les contraintes restent un frein au développement »

MAX BAUER, PRÉSIDENT DE L'UNIPHOR, UNION NATIONALE DES INTÉRÊTS PROFESSIONNELS HORTICOLES.

Vous venez d'organiser votre congrès annuel, le 24 septembre à Hyères-les-Palmiers (84). Quels enseignements en tirez-vous ?

Une farouche volonté de s'en sortir, mais un ras-le-bol des complications et harcèlements administratifs qui plombent les agriculteurs en général. Cette assemblée générale avait pour thème les inondations varoises et plus généralement les catastrophes naturelles, et la lutte contre le charançon rouge du palmier (CRP). Thèmes choisis en raison de notre point de chute cette année. Les adhérents ont pu confronter leurs idées avec les assureurs, les pouvoirs publics, la chambre d'agriculture, les élus et les organismes spécialisés (Fredon, Audace). Sûr ces deux dossiers, il conviendra de rester vigilants et combatifs. Les atermoiements rencontrés démontrent que les professionnels ne sont pas toujours les bienvenus, même sur des sujets qui les concernent particulièrement.

Quelles sont vos principales revendications ?

Moins de lourdeurs administratives, plus de dialogue, de participation de tous les professionnels aux organes décisionnaires. Les professionnels sont parfois écoutés mais dès qu'ils proposent des solutions l'attitude change. Aucune organisation syndicale n'a réussi à enrayer cet état d'esprit. Pour ce qui est des revendications plus techniques, j'évoquerai l'assouplissement des directives sur le phytosanitaire, la clarification de l'organisation des marchés et du commerce en général, la mise en place d'une interprofession avec un fonctionnement et des élections réellement démocratiques et représentatives.

Votre première cible reste l'interprofession...

Cette dernière n'est pas une obsession, nous avons d'autres combats. Il existe

effectivement des divergences concernant la représentativité, le mode de vote, le choix des actions souhaitées par la base des professionnels. La participation d'une majorité d'entreprises reste indispensable. La meilleure des solutions est de faire voter l'ensemble des professionnels, comme l'État français le fait pour les élections des chambres d'agriculture. Un vote ouvert à tous et réellement représentatif. Nous avons fait un chiffrage pour cette opération et le coût est compatible avec les finances de l'interprofession. Alors pourquoi en avoir peur ? Quant au dialogue des familles professionnelles, il est curieux qu'il faille prélever plusieurs millions d'euros auprès des professionnels pour qu'il s'installe. Beaucoup de projets de l'interprofession sont purement professionnels, servant les familles indépendamment les unes des autres. Là encore, je doute qu'il soit nécessaire de ponctionner les entreprises et les exploitations pour cela.

Quel regard portez-vous sur les actions actuelles menées pour reconquérir le marché des collectivités (charte en Rhône-Alpes, regroupement en Île-de-France...)?

« Beaucoup de projets de l'interprofession sont purement professionnels, servant les familles indépendamment les unes des autres »

Ce sont des initiatives qui répondent aux exigences toujours plus grandes du code des marchés publics. On peut regretter que ces exigences soient toujours plus nombreuses sans pour autant donner de garanties aux producteurs français. La possibilité des donneurs d'ordre de choisir des groupements de producteurs, par exemple, reste une possibilité, mais



en période de crise, le prix demeure malheureusement la donnée première.

Comment vos adhérents traversent-ils la crise ?

Le constat est unanime : certains de nos producteurs sont au bord de l'asphyxie. Les prix ne sont plus rémunérateurs sur de nombreuses exploitations (coût de l'énergie, de la main-d'œuvre, distorsions de concurrence principalement sur la gestion du phyto, mesures environnementales toujours plus contraignantes...).

Les professionnels rencontrent des difficultés en matière de stratégies commerciales, de logistique et d'orientations pour l'avenir. Mais malgré la crise, ils veulent garder l'espoir et croire à un surcroît de confiance et de proximité entre les horticulteurs et les consommateurs.

Dans le secteur du paysage, la crise est plus ou moins ressentie d'une entreprise à l'autre.

Celles plus orientées sur l'entretien subissent la concurrence des auto-entrepreneurs. Dans un contexte économique morose où le taux de chômage ne cesse de battre des records, les entreprises du paysage restent confrontées à une pénurie de candidats qualifiés et motivés.

Comment imaginez-vous l'avenir ?

Difficile de l'imaginer et c'est là tout le problème. La crise floute beaucoup de perspectives. La filière possède des atouts indéniables. Mais comme pour beaucoup d'entreprises et d'exploitations françaises, la multiplication des charges et des contraintes reste un frein au développement. Le principal danger est de voir la production horticole se concentrer entre les mains d'une poignée de structures géantes produisant une gamme restreinte. L'un des grands combats pour l'avenir reste la formation. Initiale, elle est le plus souvent efficace, avec une bonne transmission des savoirs. Cependant, pour les premiers diplômés (CAP), nous souffrons de l'attitude générale du système éducatif qui considère nos filières comme des "voies de garage". De plus, comme beaucoup de professions de l'agriculture et de l'artisanat,

nos métiers perdent de leur attrait. Les différentes campagnes publicitaires sur le sujet n'ont rien changé. La solution ne passera pas par des plans d'ensemble. Chaque professionnel doit se réapproprier une part de la formation des jeunes, s'investir un peu plus.

Donnez-nous trois raisons d'être optimiste...

La qualité reste un des atouts majeurs de nos métiers. Elle repose sur une gamme de produits et de savoir-faire diversifiés. Elle concerne l'ensemble des acteurs de la filière. Elle reste une chance à l'époque de la standardisation. La créativité : on la remarque plus facilement chez les paysagistes et les fleuristes, mais elle est aussi très présente chez les producteurs. Enfin une raison plus personnelle : dans quelques mois, des élections vont avoir lieu dans le monde agricole et je suis optimiste sur les résultats qui devraient modifier les rapports entre l'État et les syndicats. La démocratie assurera la transparence et l'équité. L'Uniphor souhaite partager les idées, dialoguer pour défendre et promouvoir les intérêts d'une même profession économique, sociale, écologique et environnementale.

Pascal Fayolle



ACTUALITÉS

« Les charges restent un frein au développement »

Président de l'Uniphor, Max Bauer craint que les gammes produites ne se restreignent dangereusement. P.6



Les plantes à massif à l'essai



DOSSIER. Comment faire son choix devant l'abondance des nouveautés 2012 ? Des stations d'expérimentation, des écoles, des distributeurs et des services espaces verts ont retenu une cinquantaine d'entre elles à l'issue de leurs essais... P.14



végétal : le poids des mots...

et Médiascopie a passé au crible deux cents termes au végétal. Port pour mieux



ACTUALITÉS

Val'hor: rapport de bonne activité
 Désormais en ordre de marche, l'interprofession a redéfini ses actions autour d'un financement assaini. P.4

SOLUTION

« J'ai créé mon jardin laboratoire ! »
 Dans l'Hérault, Benoît Moulin a aménagé un espace test, support